

# Le grand marché transatlantique

Les Accords transatlantiques, qui se négocient essentiellement depuis la chute du Mur de Berlin, vont permettre aux multinationales de s'arroger un contrôle sur le monde aussi extraordinaire qu'inédit. En effet, ces accords ne cherchent pas un partage de pouvoir : ni entre les mondes économique et politique, ni entre les producteurs et les consommateurs, et encore moins entre les hommes d'affaires et les citoyens. Les accords transatlantiques visent à concentrer le pouvoir entre les mains des multinationales et des marchés financiers. Brassant plus d'argent que bien des États, ces élites très privées sont de plus en plus en mesure de faire chanter le monde pour imposer leurs valeurs égoïstes et marchandes. Dès lors, leurs victoires signent nos défaites... Et parmi les perdants, certains le seront encore plus que d'autres... notamment les allocataires sociaux.

**EN 2015 SERA CRÉÉ UN GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE QUI DÉTRUIRA LES DROITS SOCIAUX ET DÉMOCRATIQUES POUR LE PLUS GRAND PROFIT DES MULTINATIONALES... IL EST ENCORE POSSIBLE DE S'Y OPPOSER!**

**/ Ricardo Cherenti et Bruno Poncelet**  
Chercheurs sur [www.econosphere.be](http://www.econosphere.be)

gocier en secret au sein de l'OCDE, avec l'objectif de renforcer le pouvoir des investisseurs face aux gouvernements. Dès qu'elle en a eu connaissance, l'opinion publique avait su barrer la route à ce projet. Mais les grosses entreprises ne se résignent pas pour autant. Et grâce à des lobbys très puissants, elles avancent aujourd'hui vers un grand marché transatlantique.

Négociés en toute discrétion depuis les années 90, les accords liant les États-Unis et l'Union européenne sont déjà fort avancés. Ils

## QU'EST-CE QUE LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE ?

L'un des grands acquis, pour les multinationales, réside dans l'élargissement des libertés économiques déjà existantes à une vaste zone géographique unissant les États-Unis et l'Union européenne. Grâce notamment à des accords de reconnaissance mutuelle (tout bien produit dans un pays devient automatiquement commercialisable ailleurs), elles seraient ainsi libres d'investir, de produire, d'engager, de licencier et... de délocaliser sur une zone géographique beaucoup plus étendue qu'actuellement. Elles renforceraient donc leurs libertés... y compris leur liberté de pouvoir faire pression sur les législations protégeant les populations.

En effet, le marché transatlantique privilégie, à tous niveaux (social, politique, culturel, économique...), les valeurs défendues par les multinationales, à savoir : profit absolu, compétition permanente, assujettissement du monde politique au monde des affaires, cupidité, marchandisation du monde, privatisation de tous les biens et services, dictature des marchés, aliénation consumériste... Une fois adoptés, ces principes impliquent ipso facto le recul des valeurs qui

s'y opposent : les valeurs sociales, éthiques, morales, démocratiques, participatives, l'intérêt général, la solidarité, l'autonomie locale, le respect de l'environnement...

Donnons un exemple concret : le marché transatlantique ne prévoit pas d'harmoniser les législations sociales et fiscales sur l'espace transatlantique. Officiellement, chaque État restera libre de fixer ses choix en la matière. Cependant, comme les libertés économiques accordent aux multinationales et aux marchés financiers le droit de se déplacer comme bon leur semble, ceux-ci pourront exercer une pression pour revoir à la baisse ces législations sociales et fiscales qui représentent un coût (et non un bienfait) à leurs yeux. Déjà à l'œuvre avec le marché commun européen, cette dynamique de dumping social et fiscal va être renforcée par le marché transatlantique, menaçant aussi bien les conditions de travail, le niveau des salaires ou le financement de la sécurité sociale.

Voilà comment les valeurs marchandes transatlantiques mettent en danger les valeurs démocratiques et sociales d'intérêt général. Or, le citoyen, entièrement nié

**“ CE QUI SE JOUE DANS CE GRAND MARCHÉ, C'EST LA POSSIBILITÉ POUR LES MULTINATIONALES D'IMPOSER LEUR PROPRE INTÉRÊT CONTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.”**

La volonté des multinationales de concentrer tous les pouvoirs n'est pas neuve. Nous avons déjà connu, par exemple, l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), né-

mettent en place des procédures, des législations et des institutions ayant pour but de créer un grand marché transatlantique **A** d'ici 2015, c'est-à-dire demain.

dans la logique transatlantique, nous semble davantage favorable à ces dernières valeurs qui le protègent contre les aléas de la vie et lui assurent un droit d'accès aux soins de santé, aux allocations de chômage, à la pension... Il nous semble également certain que là où ces valeurs feront défaut demain, les citoyens les plus fragiles en subiront beaucoup plus durement les conséquences.

#### QUELLES VALEURS POUR DEMAIN ?

Défendre les valeurs citoyennes est vital pour tout le monde : en effet, si l'hégémonie des valeurs marchandes risque de toucher en premier les personnes les plus précaires, nul doute qu'ensuite, petit à petit, elles finiront par déstabiliser l'ensemble de la population. Prenons un exemple : faire de la compétition une valeur absolue de notre société est en train de "dissoudre" les sentiments d'appartenance à une communauté... les individus sont "dissociés" les uns des autres, ils s'observent avec la peur de l'autre, ils se méfient en permanence. L'autre, dans ce schéma, cesse de représenter une richesse, il n'est qu'un ennemi potentiel. C'est notamment le cas dans les relations professionnelles, où les personnes très pauvres sont de plus en plus souvent contraintes d'accepter n'importe quelles conditions de travail (aussi dégradantes soient-elles), lesquelles exercent ensuite une pression à la baisse sur les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs.

Autre exemple : la privatisation et la marchandisation sont en train



de détricoter les services publics, transformant l'enseignement, la santé, la culture... en une marchandise comme une autre, qui s'achète et se vend, et pour laquelle il serait normal de rechercher une rentabilité maximale.

#### LE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE : UNE GOUVERNANCE CONTRE LES CITOYENS

C'est à l'initiative des plus grosses entreprises privées que se construit le marché transatlantique. En effet, les multinationales se

le rôle prépondérant du Transatlantic Business Dialogue – TABD) soit externes à l'architecture, mais néanmoins particulièrement influents (comme le Transatlantic Policy Network – TPN – dont la particularité est qu'il est composé à la fois d'hommes d'affaires et de parlementaires américains et européens).

**“AU LIEU D'AMÉLIORER NOS MODÈLES SOCIAUX, CE SONT LES CONDITIONS SOCIALES DES PAYS LES PLUS PAUVRES QUI SERVIRONT DE RÉFÉRENCE POUR DÉTÉRIORER NOS CONDITIONS SOCIALES ET FISCALES.”**

Finalement, ce qui se joue dans ce grand marché "libre", c'est la possibilité pour les multinationales d'imposer leur propre intérêt contre l'intérêt général.

regroupent en différents lobbys (groupes de pression) qui sont soit intégrés directement comme experts-conseillers dans l'architecture transatlantique (citons à ce sujet

Bien avant les premières décisions officielles, des lobbys de ce genre ont œuvré dans l'ombre pour convaincre les hommes politiques d'aller vers un marché unique, compétitif et sécuritaire entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne. Sous l'objectif officiel (qui est de démanteler un maximum d'"entraves étatiques" et de "barrières au commerce"), il s'agit en fait d'accroître le pouvoir des multinationales et de la haute finance en accordant, sur les deux continents, une mobilité totale →

→ aux marchandises, entreprises et capitaux.

Paradoxe de cette "libéralisation": alors qu'elle est censée diminuer l'interventionnisme public, elle nécessite énormément d'énergie institutionnelle! Cette énergie vise à transformer la nature du pouvoir, qui passe des autorités locales (y compris nationales) à des formes de gouvernance (privée et publique) transnationales. Car le marché n'est pas un fait naturel, mais une construction politique qui nécessite une harmonisation des législations entre les deux puissances, ce qui représente un travail éminemment politique et exige une "autre" forme de régulation avec la construction d'institutions spécifiques. (La suite dans l'encadré)

## LES CONTRAINTES DU MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Selon ses partisans, le marché transatlantique va accroître les libertés de tout un chacun. Pur exercice de propagande, ainsi qu'en témoigne le fait qu'il menace directement (via le dumping social et fiscal) des droits sociaux aussi élémentaires que la sécurité

sociale ou le principe d'indexation des salaires. Mais les dangers du marché transatlantique ne s'arrêtent pas là: en effet, un marché a besoin de lois pour fonctionner, et s'accompagne dès lors d'institutions répressives pour sanctionner les contrevenants. Si le marché transatlantique avait pour but de favoriser le bien-être des travailleurs, on assisterait à des accords transatlantiques renforçant les lé-

entreprises. Donnons un exemple: les deux puissances transatlantiques négocient avec d'autres pays un accord (l'ACTA) qui vise à étendre la propriété intellectuelle, que ce soit par l'interdiction de logiciels libres ou l'autorisation donnée aux douaniers de scanner les objets informatiques, le but étant de traquer et sanctionner tout fichier ou logiciel téléchargé illégalement. De même, certaines

et les États-Unis légalisent l'espionnage des populations, échangent des fichiers contenant de plus en plus de données personnelles et s'accordent le droit de rendre illégaux certains mouvements sociaux.

## LES CONSÉQUENCES

Sans être exhaustif, on peut citer parmi les conséquences du marché transatlantique:

- le renforcement du pouvoir des multinationales (et de la haute finance): de plus en plus puissantes (certaines ont un chiffre d'affaires supérieur au PIB d'États tels que la Grèce ou le Danemark), les entreprises privées ont une influence croissante sur les élus politiques (qui acceptent de plus en plus facilement les valeurs, présentées comme naturelles et universelles, des milieux d'affaires). Après avoir accordé des libertés économiques, ces derniers subissent le chantage à l'emploi: ou bien ils adaptent les législations dans l'intérêt du monde marchand, ou bien les investisseurs délocaliseront. Cela constitue un déni démocratique (les mandataires politiques ne représentant plus l'intérêt général mais un intérêt privé et particulièrement égoïste) qui nous conduit tout droit à un détricotage de nos législations sociales (la réduction des contraintes pour les entreprises se traduisant, par exemple, par moins de droits pour les travailleurs);

- on assistera dans un premier temps à une précarisation des personnes les plus fragiles, mais on verra aussi très vite une inégalité croissante entre quelques personnes qui s'enrichissent rapidement et la très grosse majorité du monde qui s'appauvrit. Dans cette logique d'appauvrissement général, nos pays ont d'autant plus à craindre qu'ils ont des standards sociaux élevés, et vont subir de plein fouet le dumping social et fiscal... exigé par les multinationales à la recherche incessante de baisses des impôts, des conditions de travail, des salaires et du social en

**“DES INSTITUTIONS NEUVES SE METTENT EN PLACE, AVEC D'ÉNORMES POUVOIRS, MAIS SANS AUCUNE LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE. ON NE PEUT DÈS LORS PLUS PARLER DE DÉMOCRATIE MAIS PLUTÔT DE LOBBYCRATIE.”**

gislations du travail, et dégagent des budgets pour l'engagement de nombreux inspecteurs sociaux. Mais ce n'est pas la logique mise en place, loin s'en faut.

Ici, on assiste plutôt à un renforcement des contraintes visant à satisfaire les exigences des grandes

logiques impériales sont mises en place, de façon à sécuriser le commerce et à assurer aux investisseurs qu'aucun trouble social ne viendra perturber la bonne marche des affaires. Ainsi, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme (dont la définition légale est tout à fait arbitraire), l'Union européenne

## Les institutions transatlantiques

Dans le plus grand silence médiatique, des institutions neuves se mettent en place, avec d'énormes pouvoirs, mais sans aucune légitimité démocratique. Citons un exemple: Américains et Européens ont créé un Conseil économique transatlantique (CET). Le CET est une institution-clé dans la réalisation effective du marché transatlantique, car c'est en son sein que les deux puissances négocient l'uniformisation législative de toutes les normes et procédures liées à la production, à l'investissement et au commerce. À cette fin, c'est le CET qui, lors des négociations, liste les priorités politiques (commerciales notamment) qui seront mises sur la table, aussi bien à l'échelle transatlantique qu'avec des pays tiers ou au sein d'institutions internationales comme l'OMC.

Bien que ce travail "discret" ait des conséquences pour l'ensemble des citoyens des deux

continents, il n'est effectué que par quelques personnes désignées par la Commission européenne et le gouvernement américain. Non élus, ces négociateurs n'ont jamais à répondre de leurs engagements devant la population ou un quelconque parlement. De même, les travaux du CET ne font l'objet d'aucun débat public et s'effectuent sans transparence.

On ne peut dès lors plus parler de démocratie mais plutôt de lobbycratie (une gouvernance sous l'influence directe des lobbys). Une lobbycratie qui crée des zones commerciales de plus en plus étendues - c'était le marché unique européen en 1993, ce sera bientôt le marché transatlantique -, s'approchant ainsi toujours plus du rêve ouvertement affiché par certaines multinationales: un seul et unique marché mondial (reposant sur des valeurs compétitives et marchandes et privilégiant toujours l'intérêt particulier).

général. Leur arme: si on n'accepte pas leurs exigences, ils iront voir ailleurs! Ce que leur permettent effectivement les libertés économiques octroyées par le "libre marché"... Au lieu d'améliorer nos modèles sociaux (qui pourraient servir de référence ailleurs), ce sont les conditions sociales des pays les plus pauvres qui serviront de référence pour détériorer nos conditions sociales et fiscales;

- la remise en cause de principes démocratiques fondamentaux: nous avons déjà parlé de l'invasion de l'appareil législatif par les lobbys privés, souligné la nécessité marchande de mettre en place des normes et institutions répressives et évoqué, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la mise en place de mécanismes transatlantiques autorisant l'espionnage des populations et la répression des mouvements sociaux. Ajoutons que l'antiterrorisme autorise aussi des mécanismes d'investigations, de jugements et de sanctions bafouant les droits démocratiques

autorégulation des entreprises en matière de récolte de données;

- la dégradation des écosystèmes: l'environnement est le sujet dont tout le monde parle, il est aussi le problème pour lequel les multinationales sont prêtes à faire le moins. Et les efforts (largement insuffisants) qu'elles concèdent en la matière sont globalement compensés par une diminution de leurs "contraintes" sociales. En renforçant la mobilité économique, les accords transatlantiques vont dans la direction donnée par ces dernières: circulation mondialisée, croissance économique multipliant les émissions de CO<sub>2</sub>, prédatations sans entraves aggravant la disparition massive d'espèces vivantes... Or, nous faisons partie des écosystèmes et des chaînes alimentaires. En aggravant les problèmes d'environnement, ce sont les problèmes humains qu'on intensifie également. Par exemple, le réchauffement climatique va produire une élévation des mers et des océans, noyer les habitations

comme pour l'AMI, nous avons la capacité de lui barrer la route. Cela passe d'abord par une prise de conscience: le marché "autorégulé" n'existe pas, de puissantes institutions sont aux commandes, et leur liberté implique souvent la disparition ou l'étiollement de nos conquêtes sociales et démocratiques. Ensuite, des mobilisations collectives seront nécessaires pour exiger de nos représentants qu'ils soient guidés par l'intérêt général, le respect de l'humain et de l'environnement, et l'ambition d'aller vers un mieux-être de tous les citoyens (dont la mesure n'est pas le PIB). À la croissance économique, nous devons privilégier les solidarités (aussi bien locales que mondiales). Cela passe notamment par plus de justice fiscale (renforcement de la progressivité de l'impôt, taxation des revenus boursiers, plafonnement des rémunérations des PDG et des actionnaires) et une meilleure répartition du travail disponible: au slogan travailler plus pour gagner plus, il faut privilégier l'idée de travailler moins pour travailler tous. Bref, il faut dévaluer d'urgence les valeurs marchandes pour leur préférer des valeurs de solidarité. Il faut exiger de nos décideurs politiques qu'ils arrêtent de se faire porte-parole d'intérêts très particuliers et qu'ils se préoccupent à nouveau de l'intérêt général.

Telle est l'ambition de la plateforme d'opposition au marché transatlantique, à laquelle vous pouvez vous joindre via l'adresse suivante: [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be). ■

④ Pour une information plus détaillée, nous invitons les lecteurs à se reporter à notre livre "Le grand marché transatlantique", Éditions Bruno Leprince.

⑤ Nous invitons également les lecteurs à se référer à nos articles publiés sur le site [www.econospheres.be](http://www.econospheres.be) dans la rubrique Politiques européennes.

**“DE FAÇON À ASSURER AUX INVESTISSEURS QU'AUCUN TROUBLE SOCIAL NE VIENDRA PERTURBER LA BONNE MARCHE DES AFFAIRES, L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS LÉGALISENT L'ESPIONNAGE DES POPULATIONS, RENDENT ILLÉGAUX CERTAINS MOUVEMENTS SOCIAUX.”**

(comme la pose de caméras chez des particuliers, y compris des médecins, avocats, journalistes...). Enfin, les entreprises ne sont pas en reste: de plus en plus friandes de nanotechnologies permettant la géolocalisation des objets (et de leur propriétaire), les lobbys marchands exercent un intense travail pour limiter au maximum l'émergence de législations protégeant la vie privée et plaident pour une

de millions de personnes habitant le long des côtes ou sur des îles, et démultiplier les réfugiés climatiques. Voilà pourquoi le marché transatlantique menace (au minimum) d'accentuer les inégalités mondiales et pourrait également mettre en péril le bien-être (voire la survie) de l'humanité.

Pour autant, ce marché transatlantique n'est pas inéluctable. Tout

